

Convention collective

IDCC : 9561. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(MORBIHAN)
(21 mai 1980)**

(Etendue par arrêté du 25 juillet 1980,
Journal officiel du 26 août 1980)

AVENANT N° 60 DU 9 JANVIER 2007 (1)

NOR : *AGRS0797111M*
IDCC : 9561

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Morbihan,

D'une part, et

La FGA-CFDT du Morbihan ;

La FSCOPA-CFTC du Morbihan ;

La FNAF-CGT du Morbihan ;

La CGT-FO du Morbihan,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les articles 18, alinéa 1^{er}, 19, alinéa 1^{er} et 20, alinéa 1^{er}, de la convention collective sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 18

Paielement des salaires

Tous les salariés permanents percevront une rémunération minimale mensuelle qui, pour une durée de travail hebdomadaire de 35 heures, sera obtenue en multipliant le salaire horaire par 151,67 heures.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 19

Durée du travail

La durée normale du travail est fixée à 35 heures par semaine.

Les heures supplémentaires sont effectuées et rémunérées conformément aux articles 7-1, 7-2 et 7-3 de l'accord national du 23 décembre 1981, énoncés ci-dessous.

Article 7.1. – Définition des heures supplémentaires :

Les heures supplémentaires sont celles qui sont effectuées au-delà de la durée normale du travail effectif défini au chapitre VI ci-dessus.

Article 7.2. – Décision d'exécution des heures supplémentaires :

Les heures supplémentaires sont décidées par l'employeur. Cependant, les conventions collectives de travail peuvent déterminer la nature des circonstances ou des travaux susceptibles de justifier l'exécution des heures supplémentaires.

Article 7.3. – Rémunération des heures supplémentaires

1. Bonifications pour heures supplémentaires entre 36 et 39 h :

Chacune des quatre premières heures supplémentaires effectuées au-delà de 35 heures donne lieu à une bonification de 25 %. Après consultation des salariés concernés, cette bonification est attribuée :

- soit par le versement d'une majoration de salaire égale à 25 % ;
- soit sous la forme d'un repos payé d'un quart d'heure par heure supplémentaire.

A titre transitoire, pendant la première année au cours de laquelle la durée normale du travail applicable dans l'entreprise est fixée à 35 heures, la bonification ci-dessus prévue est fixée à 10 %.

2. Majorations pour heures supplémentaires au-delà de la 39^e heure :

Chacune des quatre heures supplémentaires effectuées au-delà de la quatrième donne lieu à une majoration de salaire de 25 %, et les heures suivantes à une majoration de 50 %.

3. Conventions de forfait :

Les employeurs peuvent conclure des conventions de forfait en heures avec ceux de leurs salariés qui sont responsables de l'organisation de leur horaire de travail. Les conventions collectives de travail déterminent les conditions et les modalités selon lesquelles une convention de forfait peut être conclue notamment avec le personnel de surveillance des appareils à fonctionnement continu et le personnel de l'élevage chargé de la surveillance des animaux.

Article 20

Travail des jeunes

Sauf dérogation accordée par l'inspecteur du travail, après avis favorable

du médecin du travail, les jeunes travailleurs et apprentis, âgés de moins de 18 ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 8 heures par jour et de 35 heures par semaine ; aucune période ininterrompue de travail effectif ne pourra excéder une durée maximale de 4 heures et demie.

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au siège du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Morbihan.

Fait à Vannes, le 9 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)